

En ce début d'année 2012, alors que nous nous remettons tranquillement du temps des fêtes, l'heure est au bilan de l'année 2011.



Par Aladin Reskallah, M.Sc et candidat à une maîtrise en études des politiques appliquées de l'Université de Sherbrooke

En ce qui concerne l'actualité internationale et en particulier celle du monde arabe, nul doute que ce qui fut appelé le printemps arabe, fut un des événements majeur dans la région. En effet, ce brassage d'idées et de remises en question aura secoué le monde musulman. Difficile de compter les années ayant connu autant de rebondissements et particulièrement dans le monde arabe. Qui aurait alors pu prédire à pareille date l'année dernière, que les régimes de Ben Ali en Tunisie, de Kadhafi en Libye et de Moubarak en Égypte allaient être renversés.

La victoire de l'OTAN et la mort de Kadhafi, très médiatisée par les relais médiatiques numériques, —ceci pourrait d'ailleurs faire l'objet d'une analyse sociologique intéressante, à savoir le rôle des réseaux sociaux dans le soulèvement que connut le monde arabe, j'ai nommé bien évidemment les facebook, twitter et youtube—rima avec inquiétude lorsque le monde occidental découvrit avec stupeur que la charia allait être utilisée comme référence principale du droit en Lybie.

Pour l'observateur avisé ceci n'est pas réellement surprenant puisque quasiment tous les régimes politiques du grand Moyen-Orient à travers leur constitution, y font référence. Il faudra alors regarder de plus près la manière avec laquelle l'interprétation est effectuée, de façon générale ou de façon plus rigoriste. En connaissant le poids de la religion dans la région, et à la suite des chambardements qu'a connu l'année 2011, il serait inexact de penser qu'elle n'aurait pas une influence élevée dans le débat législatif et politique.

Venons-en au fait. Sur le plan de l'organisation politique, les régimes nais-

sant dans les pays ayant connu des bouleversements au lendemain du printemps arabe partagent une caractéristique commune : les partis arrivés au pouvoir sont teintés d'idéologie islamiste. C'est le cas, nous l'avons vu, avec l'affirmation de la référence à la charia en Libye, l'influence grandissante des frères musulmans en Égypte, et la victoire du parti Ennahda en Tunisie. Et c'est précisément ce qui questionne l'occident. Est-ce que finalement le jeu en valait la chandelle, c'est-à-dire est-ce que la région sort vraiment gagnante de l'élan de démocratie sans précédent qu'elle a connu ?

Le parti Ennahda est sorti vainqueur des élections tunisiennes d'octobre destinées à nommer les représentants de l'assemblée constituante qui plancheront sur l'écriture d'une nouvelle constitution.

Le parti Ennahda est un parti dit « islamiste ». Le vocable en lui-même suscite des interrogations. Il fait réfléchir. Il inquiète même. Pourtant, le gouvernement tunisien avec en tête Moncef Marzouki, le nouveau président, se défend d'un danger exacerbé qu'il représenterait. La référence à l'islam n'est vue que comme une caractéristique de la société dans laquelle la Tunisienne baigne et il s'oppose fermement à la diabolisation de l'islamisme. Il est à noter que son parti s'est allié avec le parti islamiste en question.

Le débat est vif, et pas seulement en occident, mais bien évidemment là où l'actualité brûle, au cœur du pays. Dès sa sortie du bureau de vote où il accomplit pour la première fois de l'histoire en Tunisie, son devoir de citoyen, Rached Ghannouchi, le chef du parti Ennahda, pointant vers le ciel son index gauche tâché d'encre en signe de preuve fraîche de son vote, une partie de la foule n'a pas hésité à le huer et à lui attribuer des qualificatifs extrêmes, certaines lui mentionnant que sa présence n'était pas spécialement la bienvenue. Ceci exprime donc toute l'ambivalence entre pouvoir religieux et pouvoir étatique. D'un côté, il n'est pas question de les confondre et aucun des partis politiques ne souhaite mélanger les deux (et cela, malgré l'opposition aux principes laïques du régime déchu de Ben Ali qui aurait pu se produire) mais dans le même temps, personne ne souhaite revenir sur l'article 1 de la constitution tunisienne de 1959 mentionnant que l'islam est la religion d'État.

Il est donc très difficile voire inopportun d'avoir une vision unidirectionnelle en la matière, tant la complexité de la situation appelle à une analyse diversifiée. Nous devons d'ores et déjà concentrer notre attention sur le fait de

ne pas sombrer dans une lecture simpliste de la recrudescence des intentions religieuses se cristallisant dans l'accession au pouvoir des partis se réclamant de cette idéologie. D'ailleurs, le mot recrudescence est peut-être mal choisi, en ce sens que l'expression de cet islamisme latent était muselé par le régime de Ben Ali, ce qui entraine dans l'équation du soutien apporté par les puissances occidentales, peut-être en

partie du fait d'une peur occasionnée par une dose d'incompréhension de la situation.

De plus, il ne faut pas oublier qu'après une révolution, la stabilité politique et la stabilité tout court du pays ne peut pas s'effectuer du jour au lendemain, il n'est pas du tout surprenant que le processus s'inscrive au sein d'une ligne de temps dont la durée reste indéterminée.

Le Maroc gagnant avec le gouvernement Benkirane



Par Dr. Kamal El-Batal, Montréal-Canada

À l'aube de la ferveur des printemps arabes et du brassage des cartes géopolitiques régionales et internationales, le Maroc, tout comme la Tunisie et l'Égypte, les « justiciers-développeurs » ont remporté la victoire lors des élections législatives du 25 novembre 2011 avec 107 sièges sur 395. Et, puisque tout récemment les marocains se sont prononcés lors du référendum du 1er juillet 2011 en faveur de la nouvelle constitution amendée, Sa Majesté le roi Mohammed VI a officiellement nommé monsieur Abdelilah Benkirane, chef du gouvernement chérifien.

C'est une première au Maroc qu'un parti politique ayant remporté la majorité électorale, son dirigeant soit nommé chef du gouvernement. Qui l'eut cru! Un simple citoyen issu d'un quartier populaire de Rabat, titulaire d'une licence en physique et exerçant une profession dans l'enseignement, devint alors, Chef du gouvernement en se distinguant nettement des autres grands routiers de la politique marocaine!

Il est possible d'établir une corrélation entre ce qui se passe dans le monde arabo-musulman pour conclure que le Maroc n'a pas échappé à la vague islamique. Par ailleurs, d'autres variables doivent entrer en ligne de compte pour mieux expliquer le succès de monsieur Benkirane et de son parti de la justice et du développement. Premièrement, le sens du militantisme et de l'engagement citoyen : en passant par la Chabiba Islamiya, Al Jamaa Al Islamiya qui devient alors Réforme et renouveau, puis un saut dans le parti de l'Istiqlal et du Mouvement populaire démocratique constitutionnel (MPDC), par la suite, des fusions et regroupements d'associations ici et là ont donné naissance au Mouvement de l'unicité et de la réforme qui s'arrimera à la fin au MPDC pour faire naître le Parti de la justice et du développement. Tout un parcours digne d'efforts louables et de compréhension de l'éducation politique marocaine.

Deuxièmement, la proximité des gens : Comme militant ayant foi et spiritualité, monsieur Benkirane, a toujours été une personne proche des citoyens vulnérables qui sont dans le besoin, un militant qui combat haut et fort la corruption et le gaspillage des fonds publics et, un défenseur des droits et libertés. C'est cette proximité des gens qui a fait de lui, l'homme politique, l'engagé et de principes pendant plus de trois décennies.

Troisièmement, la structure organisationnelle et politique du PJD basée sur la consultation, la concertation, l'imputabilité et les règles démocratiques régissant le choix des candidats en élection et des prochains ministres, fait toute la différence au niveau du renforcement du leadership politique de cette formation. Et, quatrièmement, monsieur Benkirane est un excellent communicateur. En effet, il a toujours su comment choisir ses batailles en commençant par l'usage du dialecte marocain « langage du peuple » pour atteindre le fin fond géographique et populaire. Ainsi, ses entrevues, ses déclarations et ses positions politiques et idéologiques, ont été soigneusement pensées et réfléchies pour mieux renforcer les assises de sa formation politique sur l'échiquier micro et macro marocain et, par la suite, lui offrir une victoire.

Peu importe l'angle d'analyse, le Maroc, en élisant et nommant monsieur Benkirane Chef du gouvernement, gagnera sur plusieurs fronts : la démocratie participative, la saine gouvernance des affaires de l'État, la cohabitation politique pour co-gouverner, l'espoir aux citoyens marocains : si un simple citoyen peut arriver à la plus haute fonction du gouvernement, nous pouvons affirmer que désormais, tout est possible au Maroc et finalement, le regain de confiance envers les institutions politiques et publiques du Royaume. Bravo et bonne continuation.